

Au Journal officiel du 31 octobre au 6 novembre 2015

Au Journal officiel du 31 octobre au 6 novembre 2015

09/11/2015

Au Journal officiel du 31 octobre au 6 novembre 2015

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 31 octobre 2015 :

- Décret n° 2015-1378 du 30 octobre 2015 relatif à l'**obligation de rechercher un repreneur en cas de projet de fermeture d'un établissement - Modification du Code du travail** ;
- Décret n° 2015-1379 du 29 octobre 2015 fixant les **conditions permettant à des agents publics ou contractuels de faire passer les épreuves pratiques du permis de conduire** ;
- Décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015 relatif aux **éléments d'informations sur l'évolution du projet coopératif d'une société coopérative d'intérêt collectif à inscrire dans le rapport de gestion ou le rapport du conseil d'administration ou du directoire** ;
- Décret n° 2015-1382 du 30 octobre 2015 relatif à la **médiation des litiges de la consommation - Modification du Code de la consommation, du Code monétaire et financier, du Code des assurances et du Code de la sécurité sociale** ;
- Décret n° 2015-1383 du 30 octobre 2015 relatif à la **nature des données transmises par la Caisse nationale des allocations familiales à l'Agence nationale pour l'information sur le logement et à leurs conditions de transmission et d'utilisation** ;
- Décret n° 2015-1384 du 30 octobre 2015 relatif à la **commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives** - Entrée en vigueur le 1er novembre 2015, à l'exception des dispositions relatives à la fixation des seuils au-delà desquels les commandements de payer doivent être transmis à la CCAPEX par les huissiers, qui nécessitent un arrêté préfectoral par département, ainsi que des dispositions d'adaptation relatives aux collectivités de Guyane et de Martinique, qui entrent en vigueur à la date de la première réunion de leurs assemblées délibérantes respectives - Modification du Code des procédures civiles d'exécution et abrogation du décret n° 2008-187, 26 févr. 2008 ;
- **Arrêté du 14 octobre 2015 relatif à l'inscription sur la liste des demandeurs d'emploi - Abrogation de l'arrêté du 19 juin 1997 et de l'arrêté du 29 mai 2013** ;
- Arrêté du 23 octobre 2015 relatif au **questionnaire de détection des vulnérabilités des demandeurs d'asile** prévu à l'article L. 744-6 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Au JO du 1er novembre 2015 :

- Décret n° 2015-1391 du 30 octobre 2015 *modifiant* le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux **zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises**

pour la période 2014-2020 ;

- Décret n° 2015-1392 du 30 octobre 2015 **réformant plusieurs dispositifs d'aide à la presse écrite** - *Modification de plusieurs textes non codifiés ;*

- Arrêté du 20 octobre 2015 fixant le **modèle du formulaire de déclaration de domiciliation de demandeur d'asile.**

Au JO du 3 novembre 2015 :

- Arrêté du 29 octobre 2015 relatif au **règlement de fonctionnement type des centres d'accueil pour demandeurs d'asile ;**

Et arrêté du 29 octobre 2015 relatif au **contrat de séjour type des centres d'accueil** pour demandeurs d'asile.

Au JO du 4 novembre 2015 :

- Décret n° 2015-1394 du 2 novembre 2015 **modifiant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions du Code de l'éducation ;**

- Décret n° 2015-1395 du 2 novembre 2015 portant **diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière de successions transfrontalières** - *Modification du Code de procédure civile et du décret n° 78-262 du 8 mars 1978.*

Au JO du 5 novembre 2015 :

- Décret n° 2015-1396 du 3 novembre 2015 relatif aux **pouvoirs du ministre chargé de l'environnement en matière de transferts transfrontaliers de déchets** - *Modification du Code de l'environnement et du décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 ;*

- Décret n° 2015-1399 du 3 novembre 2015 relatif aux **modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit des fonctionnaires, des magistrats et des militaires** - *Modification du Code de la sécurité sociale ;*

- Décret n° 2015-1400 du 3 novembre 2015 relatif à l'**allocation différentielle de fin de mandat des élus locaux** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code général des collectivités territoriales et du Codedes communes de la Nouvelle-Calédonie ;*

- Décret n° 2015-1401 du 3 novembre 2015 **renforçant les obligations de mutualisation régionale des fonctions administratives du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat** - *Modification du Code de l'artisanat, du Code général des impôts, du décret n° 64-1362 du 30 décembre 1964 et du décret n° 67-137 du 7 mars 1967 ;*

- Arrêté du 2 novembre 2015 relatif aux **tarifs des courses de taxi** - *Abrogation de nombreux textes non codifiés ;*

- Avis du Contrôleur général des lieux de privation de liberté du 5 octobre 2015 relatif à la **rétenion de sûreté.**

Au JO du 6 novembre 2015 :

- Loi n° 2015-1402 du 5 novembre 2015 tendant à **clarifier la procédure de signalement de situations de maltraitance par les professionnels de santé** - *Modification du Code de la santé publique et de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 ;*

• Décret n° 2015-1404 du 5 novembre 2015 relatif au **droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1405 du 5 novembre 2015 relatif aux exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique, prises sur le fondement de l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives (services du Premier ministre) - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1407 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère des affaires étrangères et du développement international)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1408 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1410 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1411 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de la justice)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1415 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère des finances et des comptes publics)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1416 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de la défense)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1421 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes)**- *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1422 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1423 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de l'intérieur)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1424 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1425 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique)** - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015* ;

Et décret n° 2015-1426 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers**

de saisir l'administration par voie électronique (ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité) - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015 ;*

Et décret n° 2015-1428 du 5 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique (ministère de la culture et de la communication) - *Entrée en vigueur le 7 novembre 2015 ;***

· Décret n° 2015-1417 du 4 novembre 2015 relatif aux **produits cosmétiques et aux produits de tatouage - *Modification du Code de la santé publique ;***

· Décret n° 2015-1418 du 4 novembre 2015 **autorisant un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, dénommé « COSET » - *V. également la délibération de la CNIL n° 2015-162 du 4 juin 2015.***

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA